

OMPI



SCIT/SDWG/10/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 16 octobre 2008

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITÉ PERMANENT DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES NORMES ET LA DOCUMENTATION

Dixième session
Genève, 17 – 21 novembre 2008

RÉVISION DE LA NORME ST.10/C DE L'OMPI (TÂCHE N° 30)

Document établi par le Bureau international

1. À sa neuvième session tenue en février 2008, le Groupe de travail sur les normes et la documentation (SDWG) du Comité permanent des techniques de l'information (SCIT) a décidé que l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C de l'OMPI examinerait ladite norme, en particulier les paragraphes 5 à 7, afin de déterminer s'il y aurait lieu de la réviser eu égard à la révision de la norme ST.13 de l'OMPI adoptée à cette session (voir le paragraphe 21 du document SCIT/SDWG/9/12).
2. Conformément à la décision susmentionnée du SDWG, l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C a poursuivi ses travaux en vue de parvenir à un accord sur une proposition relative à la révision de la norme. Afin d'informer le SDWG de l'état d'avancement des travaux et du travail restant à accomplir au titre de la tâche n° 30, l'équipe d'experts, sous la direction de l'Office des brevets du Japon, a établi un rapport, présenté pour examen au SDWG.
3. Ce rapport est reproduit dans l'annexe du présent document, qui comporte un appendice. Un rapport sur l'état d'avancement de la tâche n° 30, ainsi que sur toute décision supplémentaire susceptible d'être prise concernant la proposition de révision de la norme ST.10/C de l'OMPI après l'établissement du rapport écrit, sera aussi présenté oralement au SDWG à sa dixième session.

F

4. L'appendice de l'annexe susmentionné contient un projet de document (en anglais seulement) relatif à la révision de la norme ST.10/C de l'OMPI, reproduit uniquement à titre indicatif, et non pas aux fins de son adoption par le SDWG, étant donné qu'il est encore en cours d'examen par l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C.

5. Dans le cadre des travaux relatifs à la révision de la norme ST.10/C de l'OMPI, de nouvelles questions ont été soulevées par l'équipe d'experts, mais elles doivent encore être examinées de manière plus approfondie par le SDWG et par l'équipe d'experts (voir les paragraphes 10 à 12 de l'annexe). L'équipe d'experts invite le SDWG à formuler des observations et à donner des orientations sur les questions suivantes (voir les paragraphes 13 et 15 de l'annexe) :

- a) révision des éléments de contenu actuels de la norme ST.10/C de l'OMPI :
révision de la norme eu égard aux recommandations relatives aux brevets, soit conformément aux éléments de contenu actuels de la norme (voir le projet de document dans l'appendice de l'annexe);
- b) marques :
 - i) sur le point de savoir si des recommandations relatives aux marques doivent être incluses dans la version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI;
 - ii) si le domaine d'application de la norme est étendu aux marques, sur le point de savoir si les recommandations relatives aux marques doivent ou non être examinées après l'achèvement du point a);
- c) dessins et modèles industriels :
 - i) sur le point de savoir si des recommandations relatives aux dessins et modèles industriels doivent être incluses dans la version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI;
 - ii) si le domaine d'application de la norme est étendu aux dessins et modèles industriels, sur le point de savoir si les recommandations relatives aux dessins et modèles industriels doivent ou non être examinées après l'achèvement du point a);
- d) URI :
 - i) sur le point de savoir si des recommandations relatives à un URI doivent être incluses dans la version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI;
 - ii) si un renvoi à un URI figure dans la norme, sur le point de savoir si les recommandations relatives à l'URI doivent ou non être examinées après l'achèvement du point a); et
- e) enquête :
au paragraphe 5.f) de la norme ST.13 de l'OMPI sont énoncées quelques règles fondamentales relatives au numéro de contrôle (chiffre de contrôle) qui constitue un élément facultatif du numéro de demande; l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C estime qu'une enquête sur les pratiques des offices de propriété industrielle concernant l'utilisation du chiffre de contrôle dans les numéros de demande doit être réalisée après l'achèvement du point a).

6. Les mesures à prendre en vue de mener à bien la révision de la norme ST.10/C de l'OMPI, ainsi que le calendrier prévu, dépendront des orientations données par le SDWG à l'équipe d'experts en ce qui concerne les questions visées au paragraphe précédent (voir le paragraphe 16 de l'annexe).

7. *Le SDWG est invité*

a) *à prendre note du rapport de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C et du rapport verbal mentionné au paragraphe 3;*

b) *à examiner les questions indiquées au paragraphe 5, y compris le projet de proposition reproduit dans l'appendice de l'annexe, et à donner des orientations à cet égard.*

[L'annexe suit]

ANNEXE

RAPPORT DE L'ÉQUIPE D'EXPERTS CHARGÉE
DE LA NORME ST.10/C DE L'OMPI

Document établi par le responsable de
l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C
(19 septembre 2008)

Introduction

1. La norme ST.10/C est une norme relative à la présentation des éléments de données bibliographiques des documents de brevet publiés concernant, notamment, la présentation des numéros de demande et des numéros de demande établissant une priorité. Ces données sont essentielles aux offices de propriété industrielle pour déterminer de façon appropriée les numéros de demande établissant une priorité et pour créer avec précision des familles de brevets. Faciliter la création des familles de brevets comporte des avantages importants non seulement pour les offices, mais aussi pour l'ensemble des utilisateurs du système de propriété industrielle. Cependant, de nombreux offices n'appliquent pas les recommandations figurant dans la norme ST.10/C de l'OMPI.

2. Afin d'améliorer la qualité des données relatives aux brevets et de supprimer les risques de confusion dans la présentation des numéros de demande établissant une priorité, l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C de l'OMPI (ci-après dénommée "équipe d'experts") a engagé des discussions sur cette norme en juillet 2002.

3. À la deuxième session du SDWG, tenue en décembre 2002, le groupe de travail est convenu, conformément à la proposition faite par l'équipe d'experts, d'une procédure en deux étapes :

- i) une étape intermédiaire et pragmatique dans un premier temps, et
- ii) une configuration normalisée dans un deuxième temps.

4. Dans la première étape, une démarche pragmatique et efficace a été adoptée. À sa cinquième session, tenue en novembre 2004, le SDWG a adopté la norme ST.10/C révisée (voir l'appendice 4 du document SCIT/SDWG/5/13).

5. Dans la deuxième étape, l'équipe d'experts s'est attelée à la révision de la norme ST.13 de l'OMPI, qui porte sur des recommandations concernant la numérotation des demandes de droits de propriété industrielle. À sa neuvième session, tenue en février 2008, le SDWG a approuvé la norme ST.13 révisée (voir l'annexe 3 du document SCIT/SDWG/9/12).

6. Le présent rapport contient des informations sur le changement intervenu à la tête de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C de l'OMPI, un résumé succinct des activités menées par l'équipe d'experts depuis la neuvième session du SDWG (SCIT/SDWG/9), ainsi que les résultats des discussions sur le forum électronique de l'équipe d'experts.

Nouveau responsable de l'équipe d'experts

7. À la suite du redéploiement du personnel du JPO en avril 2008, M. Kamiyama a été nommé à la tête de l'équipe d'experts en remplacement de M. Morifuji, la responsabilité de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C étant traditionnellement confiée à un fonctionnaire du JPO.

Activités de l'équipe d'experts et résultats enregistrés

8. En s'appuyant sur la déclaration figurant au paragraphe 21 du rapport de la neuvième session du SDWG (voir le document SCIT/SDWG/9/12), l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C, dans la perspective de la dixième session du SDWG prévue en novembre 2008, a engagé sur le forum électronique des discussions aux fins de l'examen de cette norme, en particulier les paragraphes 5 à 7, en vue de déterminer s'il y a lieu de la réviser eu égard à la révision de la norme ST.13 de l'OMPI (voir l'annexe 3 du document SCIT/SDWG/9/12) adoptée par le SDWG à sa neuvième session.

9. Avant le lancement des discussions sur le forum électronique, le responsable de l'équipe d'experts a établi les documents nécessaires, à savoir un tableau comparatif de la norme ST.10/C actuellement en vigueur et de la nouvelle norme ST.13. Ces documents ont été établis sur la base du compte rendu de la réunion informelle tenue en marge de la neuvième session du SDWG en février 2008. Au cours de la réunion, il a été estimé qu'il conviendrait de réviser un certain nombre de points précis de la norme ST.10/C de l'OMPI actuellement en vigueur.

10. Au début des discussions sur le forum électronique, le responsable de l'équipe d'experts a proposé de diviser la procédure de révision en deux étapes, compte tenu du temps qui restait avant les vacances d'été. Il a été proposé de consacrer chaque étape essentiellement à une activité, à savoir :

- dans la première étape, axer les travaux sur la révision de la norme ST.10/C de l'OMPI; et
- dans la deuxième étape, se pencher sur l'incorporation d'un URI et sur l'enquête sur les pratiques concernant l'utilisation du chiffre de contrôle dont la réalisation a été proposée au cours de la réunion informelle.

11. Afin d'arrêter une décision, le responsable de l'équipe d'experts a posé les questions ci-après aux membres de l'équipe d'experts et les a invités à y répondre :

Approuvez-vous la division de la procédure en deux étapes?

Réponses positives :

- Nous approuvons la division de la procédure en deux étapes.
- Il s'agit d'une bonne proposition.
- Il serait plus indiqué d'aborder l'incorporation du système URI et l'enquête sur les pratiques concernant l'utilisation du chiffre de contrôle après avoir apporté d'autres modifications à la norme ST.10/C de l'OMPI.

Réponses négatives :

- Nous ne voyons pas la nécessité de diviser la procédure en deux étapes, compte tenu de l'activité proposée dans la deuxième étape. La question de savoir s'il convient ou non de se pencher sur l'incorporation d'un URI ou sur la réalisation d'une enquête sur les pratiques concernant l'utilisation du chiffre de contrôle devrait, peut-être, être d'abord soumise à l'ensemble du SDWG avant que la portée de cette activité soit étendue.

Autres réponses :

- La révision de la norme ST.10/C permet de limiter les délibérations à un nombre raisonnable de sujets pendant le temps restant avant la prochaine session du SDWG. L'examen des questions relatives à l'incorporation d'un URI et à la réalisation d'une enquête pourrait faire l'objet d'une tâche distincte ou d'une révision à une date ultérieure.

Un URI devrait-il, à l'avenir, être incorporé dans la norme ST.10/C de l'OMPI (deuxième étape)?

Réponses positives :

- Un URI devrait, à l'avenir, être incorporé dans la norme ST.10/C de l'OMPI.

Réponses négatives :

- Certains offices de propriété industrielle diffusent leurs publications officielles relatives aux brevets sur des CD ou des DVD, et non pas sur l'Internet. Chaque document de brevet fait l'objet de différentes présentations, y compris sur l'Internet. Officiellement, aucune publication ne comporte actuellement d'URI en tant qu'élément de données bibliographiques, mais la norme ST.10/C de l'OMPI traite expressément des éléments de données bibliographiques des documents de brevet. C'est pourquoi, cette question devrait faire l'objet d'un examen approfondi dans l'avenir.

Autres réponses :

- Il conviendrait de créer une tâche distincte afin de mener à bien ce travail ambitieux. En ce qui concerne l'incorporation, à l'avenir, d'un URI dans la norme ST.10/C (deuxième étape), il est nécessaire de déterminer d'abord quel type d'URI doit être présenté dans les documents de brevet. Nous pourrions ainsi prendre une décision quant au point de savoir s'il convient d'approuver ou non cette question. Tout d'abord, nous devons déterminer quel type d'URI doit être présenté en tant qu'élément des données bibliographiques.

Approuvez-vous la réalisation, dans la deuxième étape, d'une enquête sur les pratiques concernant l'utilisation du chiffre de contrôle?

Réponses positives :

- Nous n'avons aucune objection à la réalisation de l'enquête. Néanmoins, nous estimons que le libellé de la nouvelle norme ST.13 est suffisant pour la présentation des numéros de demande. Les résultats d'une telle enquête pourront fournir des

informations utiles dans le cadre du Manuel de l'OMPI sur l'information et la documentation en matière de propriété industrielle.

Autres réponses :

- Il conviendrait mieux de discuter de la réalisation d'une enquête sur les chiffres de contrôle après avoir apporté d'autres modifications à la norme ST.10/C de l'OMPI.

12. Au cours des discussions sur le forum électronique, il a été proposé d'étendre le domaine d'application de la norme ST.10/C aux marques et aux dessins et modèles industriels. Le responsable de l'équipe d'experts a posé la question supplémentaire ci-après en invitant les membres de l'équipe d'experts à y répondre : *Approuvez-vous l'extension aux marques et aux dessins et modèles industriels du domaine d'application de la norme ST.10/C de l'OMPI?*

Réponses positives :

- Nous avons toujours été favorables à une norme unique pour les droits de propriété industrielle.
- Nous appuyons l'extension aux marques du domaine d'application de la norme ST.10/C de l'OMPI étant donné que les demandes antérieures peuvent aussi être mentionnées dans les demandes d'enregistrement de marques. Si d'autres membres de l'équipe d'experts appuient aussi l'extension du domaine d'application de la norme ST.10/C aux marques, et éventuellement aux dessins et modèles industriels, il conviendra d'étudier le meilleur moyen de modifier le libellé de la norme.

Réponses négatives :

- Nous nous interrogeons sur la nécessité d'étendre le domaine d'application de la norme ST.10/C aux marques et aux dessins et modèles, étant donné que des normes leur sont déjà expressément consacrées. Toutefois, nous n'avons peut-être pas saisi le sens véritable de cette extension. Nous serions heureux d'approfondir le sujet.
- En ce qui concerne l'extension du domaine d'application de la norme ST.10/C de l'OMPI aux marques et aux dessins et modèles industriels, nous n'en voyons pas la nécessité. Une partie des informations contenues dans la norme ST.10/C de l'OMPI concerne les dessins et modèles industriels compte tenu des quelques brevets délivrés dans ce domaine par des offices de propriété industrielle. Tant les marques que les dessins et modèles industriels comptent un certain nombre d'éléments de données bibliographiques. Quelques normes de l'OMPI traitent expressément des données bibliographiques (telles que les normes ST.60, ST.62, ST.80) et tout problème susceptible de découler de leur présentation nécessitera l'établissement d'une tâche distincte et des travaux distincts.

Autres réponses :

- À notre avis, l'extension du domaine d'application de la norme ST.10/C de l'OMPI aux marques et aux dessins et modèles industriels est une question difficile à trancher. D'une part, cette norme porte sur l'information et la documentation en matière de brevets et, d'autre part, elle traite de quelques points relatifs aux marques et aux dessins et modèles industriels. Il faudra disposer de davantage de temps pour

régler cette question essentielle, et il vaudrait donc mieux l'aborder dans la deuxième étape.

Observations formulées par le responsable de l'équipe d'experts :

- En ce qui concerne l'extension du domaine d'application de la norme aux marques et aux dessins et modèles industriels, il semble nécessaire de déterminer, en particulier, si les numéros des demandes établissant la priorité ont la même incidence dans les systèmes des marques et des dessins et modèles que dans celui des brevets.
- Au paragraphe 11 de la version actuelle de la norme ST.10/C, qui traite expressément des brevets, deux points présentent le plus d'intérêt à cet égard, à savoir :
 - i) les familles de brevets permettent aussi, le cas échéant, aux examinateurs de brevets de réexaminer dans leur langue principale des documents de brevet publiés précédemment; et
 - ii) le numéro de la demande établissant la priorité peut ensuite être utilisé par les offices de propriété industrielle pour relier dans les bases de données et les systèmes de recherche informatisée tous les documents de brevet constituant des "familles". Cette possibilité de créer des familles de brevets est extrêmement utile pour les offices de propriété industrielle aux fins de l'examen.
- Si les points susmentionnés sont applicables aux marques et aux dessins et modèles industriels, cela permettrait de simplifier relativement le travail de révision portant sur les marques et les dessins et modèles, mais si, dans le cas contraire, ces points ne leur sont pas applicables, la révision des numéros des demandes établissant la priorité en ce qui concerne les marques et les dessins et modèles industriels nécessitera un travail considérable.
- Par ailleurs, il conviendrait de tenir compte du fait que, dans la Liste des normes, recommandations et principes directeurs de l'OMPI figurant dans la version actuelle du Manuel sur l'information et la documentation en matière de propriété industrielle présentée sur le site Web de l'OMPI, la norme ST.10/C fait partie du groupe b), à savoir celui des normes relatives à l'information et à la documentation en matière de brevets. Le groupe c) est réservé aux normes relatives à l'information et à la documentation en matière de marques et le groupe d) aux relatives à l'information et à la documentation en matière de dessins et modèles industriels.
- À cet égard, le responsable de l'équipe d'experts estime qu'il est nécessaire de recueillir d'abord l'opinion et les propositions des spécialistes des marques et des dessins et modèles industriels.

Prochaine étape

13. Compte tenu de toutes les observations et propositions formulées par les membres de l'équipe d'experts sur la révision de la norme ST.10/C, les points ci-après sont considérés comme les principales questions devant être approuvées ou examinées plus avant par l'équipe d'experts, à savoir :

- a) révision de la norme ST.10/C de l'OMPI (eu égard aux questions relatives aux brevets, soit conformément aux éléments de contenu actuels de la norme). Il convient de

noter que le projet de version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI est reproduit dans l'appendice du présent rapport intérimaire;

b) incorporation des questions relatives aux marques dans la version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI (le cas échéant, faut-il les examiner après la finalisation du point a?);

c) incorporation des questions relatives aux dessins et modèles industriels dans la version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI (le cas échéant, faut-il les examiner après la finalisation du point a?);

d) incorporation d'un URI dans la version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI (le cas échéant, faut-il examiner cette question après la finalisation du point a?); et

e) enquête sur les pratiques des offices de propriété industrielle concernant l'utilisation du chiffre de contrôle dans les numéros de demande (le cas échéant, faut-il examiner cette question après la finalisation du point a?).

14. Veuillez noter que le projet de version révisée de la norme ST.10/C de l'OMPI *n'est pas* reproduit dans l'appendice aux fins de son approbation par le SDWG à sa dixième session, mais uniquement à des fins d'information. Toutes les modifications apportées à la version actuelle de la norme, tant en ce qui concerne les parties modifiées que les parties supprimées, sont mises en relief.

15. L'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C de l'OMPI invite le SDWG à donner des orientations sur chaque point considéré comme faisant partie des "principales questions devant être approuvées ou examinées plus avant par l'équipe d'experts" mentionnées au paragraphe 13 du présent rapport. Les délibérations de l'équipe d'experts sur la révision de la norme ST.10/C de l'OMPI seront fondées sur ces orientations. Les orientations sur la question de l'extension aux marques et aux dessins et modèles industriels du domaine d'application de la norme seront particulièrement utiles.

Travaux futurs

16. En fonction des orientations données par le SDWG, l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C souhaiterait établir un calendrier en vue de l'achèvement de la révision de la norme ST.10/C de l'OMPI.

[L'appendice suit]

SCIT/SDWG/10/2
Annexe

APPENDICE

STANDARD ST.10/C
(Draft revised version)

(Please note that this draft revised version is NOT a proposal for approval by the SDWG,
but only for information purposes)

PRESENTATION OF BIBLIOGRAPHIC DATA COMPONENTS

Editorial Note prepared by the International Bureau

~~The Standard and Documentation Working Group (SDWG) of the Standing Committee on Information Technologies (SCIT) adopted the revisions of paragraphs 2 and 3 of Standard ST.10/C at its fifth session on November 11, 2004. These revisions incorporate changes made necessary by the IPC reform initiative.~~

~~Industrial property offices are asked to implement the new versions of paragraphs 2 and 3 of Standard ST.10/C for all patent documents with a publication date from January 1, 2006, onwards. For patent documents published prior to that date, the previous text of paragraphs 2 and 3 of the Standard should continue to be used.~~

~~The previous versions of paragraphs 2 and 3 of Standard ST.10/C, valid until December 31, 2005, are reproduced in the Annex to the new Standard ST.10/C.~~

SCIT/SDWG/10/2
Annexe
Appendice, page 2

STANDARD ST.10/C
(Draft revised version)

(Please note that this draft revised version is NOT proposal for approval by the SDWG, but only for your information)

PRESENTATION OF BIBLIOGRAPHIC DATA COMPONENTS

*Revision adopted by the SCIT Standards and Documentation Working Group
at its ~~fifth~~ XXXX session on ~~November 11, 2004~~ Month Date, 20XX*

PRESENTATION OF DATES

1 For the representation of calendar dates according to the Gregorian calendar, which are printed or displayed in industrial property documents, in entries in official gazettes or in electronic records, WIPO Standard [ST.2](#) is applicable.

PRESENTATION OF CLASSIFICATION SYMBOLS

2. The recommended abbreviation of the International Patent Classification is "Int.Cl.". The current version indicator of the core level (year) has to be placed in round brackets after the abbreviation "Int.Cl.", if the document is classified, at least partly, using the core level. Most offices will classify a given document only in one level, i.e. only in the advanced level or only in the core level (see examples 3a and 3b).

The recommended presentation of classification symbols in printed or formatted display form is as follows:

- classification symbols are presented in a tabular form, in such a manner as to facilitate machine transcription;
- when classifying using the core level classification, IPC symbols are printed or displayed in regular font style, and when classifying using the advanced level classification, IPC symbols are printed or displayed in italics;
- the invention information symbols are printed or displayed in bold font style and the non-invention information symbols in regular;
- when classifying using the advanced level classification, the version indicator for each IPC symbol, indicating when this symbol was created or substantially revised at the advanced level (year, month), is placed in round brackets after each IPC symbol.

3 Sample representations of IPC classification symbols and indicators are given below for the same document when classified using the advanced level, the core level or both the advanced level and the core level.

(a) When classified in the advanced level:

Int. Cl.
B28B 5/00 (2006.01)
B28B 1/29 (2007.04)
H05B 3/18 (2008.07)

Where: **B28B 5/00** indicates invention information (bold font style) classified using the advanced level classification (italics font style);
B28B 1/29 indicates invention information (bold font style) classified using the advanced level classification (italics font style);
H05B 3/18 indicates non-invention information (regular font style, i.e., non-bold) classified using the advanced level classification (italics font style).

SCIT/SDWG/10/2
Annexe
Appendice, page 3

(b) When classified in the core level:

Int. Cl. (2006)
B28B 5/00
B28B 1/00
H05B 3/10

Where: **B28B 5/00** indicates invention information (bold font style) classified using the core level classification (regular font style, i.e., non-italics);
B28B 1/00 indicates invention information (bold font style) classified using the core level classification (regular font style, i.e., non-italics);
H05B 3/10 indicates non-invention information (regular font style, i.e., non-bold) classified using the core level classification (regular font style, i.e., non-italics).

(c) When invention information is classified in the advanced level and non-invention information in the core level:

Int. Cl. (2006)
B28B 5/00 (2006.01)
B28B 1/29 (2007.04)
H05B 3/10

Where: ***B28B 5/00*** indicates invention information (bold font style) classified using the advanced level classification (italics font style);
B28B 1/29 indicates invention information (bold font style) classified using the advanced level classification (italics font style);
H05B 3/10 indicates non-invention information (regular font style, i.e., non-bold) classified using the core level classification (regular font style, i.e., non-italics).

IPC symbols are defined in Part 5 of the WIPO *Handbook on Industrial Property Information and Documentation* and in the latest version of the Guide to the IPC.

~~This presentation is effective beginning with the January 1, 2006, edition of the IPC. ^(*)~~

4 The recommended abbreviation of the International Classification for Industrial Designs is "LOC". According to the recommendation of the Committee of Experts of the Locarno Union, the edition of the Classification should be indicated by an Arabic numeral in parentheses, e.g., LOC (6) Cl. 8-05. Classification symbols should be presented with all elements of a given symbol contained in the same line, preferably in such a manner as to facilitate machine transcription. If the numbers of several classes or subclasses must be indicated for one and the same subject matter, the classes should be separated by semicolons and subclasses by commas (for example, LOC (6) Cl. 8-05, 08; 11-01).

PRESENTATION OF APPLICATION NUMBERS

5 ~~Experience has shown the need for application numbers to be presented in a clear, unambiguous manner. The considerations given below apply equally to all presentations of application numbers of patent documents whether to the application number accorded to the application filed in the issuing industrial property office or that filed in the priority country or with an organization. Application numbers are primarily used by IPOs in order to identify each application received. They are also utilized by subsequent offices and applicants when priority is claimed. Recently, the need for indicating exact application numbers has been increasing as priority certificates are exchanged among IPOs electronically, and access by IPOs or the public to electronic dossiers is available over the Internet. In this regard, WIPO Standards ST.10/C and ST.13 cover formats and presentations for application numbers; however, the formats and presentations actually employed by IPOs have been historically inconsistent. This inconsistency poses difficulties for other offices and the public as to the correct and complete identification of application numbers. Therefore, it is recommended that IPOs follow the guidance of this Standard when revising existing presentation of application numbers of patent documents or creating new presentation of application numbers of patent documents.~~

6 The presentation of the application number should preferably be:

~~(a) exactly in the manner used by the country or organization concerned in full,~~

~~(b) abbreviated to the minimum significant part, enabling the application to be uniquely identified.~~

SCIT/SDWG/10/2
Annexe
Appendice, page 4

(a) In the exact format as that recommended in WIPO ST.13 for applications from a country or organization which has already introduced the standard,

For detailed examples of application number format, see "Example of application numbers according to Recommendation" of WIPO Standard [ST.13](#), or

(b) In an excepted abbreviated form of WIPO ST 13 containing the minimum significant parts, enabling the application to be uniquely identified,

For detailed examples of the presentation of the minimum significant parts of application numbers for industrial IPOs, see the section of "Recommended Presentation in Abbreviated Forms as a Priority Application Number" given in the document "[Presentation of Application Numbers](#)" (Part 7.2.1 of WIPO Handbook), or

(c) In the exact same format as used by the country or organization concerned in full,

For more details, see Parts 7.2.2 through 7.2.4 (in the [Part 7](#) of WIPO Handbook) for presentations of application numbers by Industrial Property offices.

7 When the application number is abbreviated to the minimum significant part (deletion of letters and numerals given by the country or organization concerned for internal or special purposes such as check digits, classification marks, etc.), a need exists for a more uniform presentation thereof, in particular when information presented on the first page of patent documents is composed for printing (e.g., typeset, photocomposed, retyped, etc.). An application number, as represented by the country or organization concerned, may therefore be represented in a more uniform manner using the following rules in accordance with the application must be printed in their original positions; [WIPO ST.13](#) as much as possible, especially from paragraph 5. (c) to 5. (g) of the [ST.13](#).

(a) if the number contains a full stop, a comma, or perhaps a space, one or more of these characters or spaces may be omitted. One or more of these characters or spaces may be inserted for the sake of legibility;

(b) if the number contains a slash or a hyphen, these characters must be retained. A hyphen may be replaced by a slash;

(c) the sequence of characters should be left in its original order, e.g., the digits indicating the year of filing of the application must be printed in their original positions;

(d) no character or set of characters forming the minimum

(i) the year of the Emperor's reign appearing in Japanese application numbers should not be altered according to the Gregorian calendar;

(ii) no infilling zeros should be removed or added, e.g., 74/0069 should not be printed as 74/69 or 74/00069;

(e) in the case of a utility model application number, a letter or set of characters may be used by the country or organization concerned for uniquely defining the application. The letter or set of characters should be removed and the letter "U" inserted after the application number, separated by two blank spaces. The words "utility model" may be added in the plain language of the publishing country or organization;

(f) year designations according to the Gregorian calendar should be represented by four digits;

(g) in the case of PCT application numbers, the alphanumeric string consisting of the letters "PCT", the two-letter code identifying the receiving office, and the year, is a significant part of the application number and must not be omitted.

For guidance, two tables setting out the form of presentation of application numbers currently used by several countries or organizations, the minimum significant part of the numbers and the recommended presentation in abbreviated form as priority application numbers, are given in the document "[Presentation of Application Numbers](#)" (Part 7.2).

For guidance, two tables setting out the form of presentation of application numbers currently used by several countries or organizations, the "Minimum significant part of the numbers" and the recommended presentation in abbreviated form as priority application numbers, are given in the document "[Presentation of Application Numbers](#)" (Part 7.2.1 of [WIPO Handbook](#)).

IDENTIFICATION OF COUNTRIES, ORGANIZATIONS AND OTHER ENTITIES ISSUING OR REGISTERING PATENT DOCUMENTS

SCIT/SDWG/10/2
Annexe
Appendice, page 5

- 8 Two-letter codes according to WIPO Standard [ST.3](#) should be used when indicating:
- (a) the country, organization or other entity in which a convention priority application was filed;
 - (b) the country, organization or other entity that published prior art patent documents; ~~and~~
 - (c) the country, organization or other entity publishing the patent document; **and**
 - (d) **the country, organization or other entity which a previous application was filed for the purpose of obtaining a filing date under the Patent Law Treaty.**

The name of the country, organization or other entity publishing the patent document may be given in plain language, in addition to the [ST.3](#) code, if so desired.

USE AND PRESENTATION OF CHECK DIGITS

9 Check digits are used by several industrial property offices in relation to application numbers or publication numbers for the purposes of internal control. Different systems are in use by different industrial property offices. Most systems give rise to a single control character, either a numeral from "0" to "9" or a letter from "A" to "Z". It is clear that the control character has to be associated with the application number or with the publication number so as to facilitate its control function. However, the control character is not regarded as a significant part of the application number nor as a significant part of the publication number.

10 In order to avoid confusion, it is recommended that the following rules be applied if industrial property offices wish to print a control character associated with an application number or with a publication number on patent documents or in official gazettes:

- (a) the control character should consist of a single numeral; letters should not be used so as to avoid confusion with WIPO Standard [ST.16](#);
- ~~(b) the control character should be printed immediately after the application number or publication number to which it refers but separated therefrom by a full stop or by a hyphen and preferably in a type font different from that used in the number to which it refers.~~
- (b) **the control character (or control number);**
 - (i) **should be located at the last position (furthest to the right) of a nine-digit serial number as prescribed in WIPO Standard ST.13;**
 - (ii) **should be printed immediately after an application number not in WIPO Standard ST.13 format to which it refers, but be separated there from by a full stop or by a hyphen; or**
 - (iii) **should be printed immediately after a publication number to which it refers, but be separated therefrom by a full stop or by a hyphen.**
- (c) industrial property offices publishing control characters associated with application numbers or with publication numbers should publish in their official gazette information explaining their use, repeated at intervals of less than one year.

PRESENTATION OF PRIORITY APPLICATION NUMBERS

11 Priority application numbers are provided to applicants by industrial property offices in the notifications of the first filing and in the certificates of priority under the Paris Convention **or the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights (TRIPs) administrated by the World Trade Organization (WTO)**. Priority application numbers are then cited by applicants when filing a subsequent application for the same or related subject matter before a subsequent industrial property office in accordance with the Paris Convention **or the TRIPs**. The priority application number can then be used by industrial property offices to link all related patent document "families" together in databases and computerized search systems. This ability to create patent families is tremendously valuable to industrial property offices for examination purposes, for example, when a better date of filing is needed during the prosecution of a later unrelated application. Patent families also permit patent examiners to review previously published patent documents in a preferred language, if available. Patent families can help offices save significant classification resources (financial, staffing, etc.) by allowing industrial property offices to use the classifications of one patent family member for all members of the patent family.

These and other uses of patent families make the accurate recording of the priority application number by applicants a critical concern of all industrial property offices. Even small deviations from the correct priority application number format can cause patent documents to not be collected into a patent family. Correction of errors in priority data cause huge expense for industrial property offices. Therefore, it is critical that the provisions of this section of the standard be implemented by industrial property offices as soon as possible.

SCIT/SDWG/10/2
Annexe
Appendice, page 6

12 (a) In order to improve the quality of patent family data and to avoid confusion in the presentation of priority application numbers, the following recommendations are made:

Industrial property offices (IPOs) should always provide priority application number complying with "Recommended Presentation in Abbreviated Form as a Priority Application Number" given in the document "[Presentation of Application Numbers](#)" (Part 7.2) when presenting the application number of a patent document in the notification of the first filing and in the certificate of priority. The "Recommended Presentation in Abbreviated Form as a Priority Application Number" should be presented with the Standard [ST.3](#) code (preferably in a specified line or column along with the title "The country code (in case of the international organization, 'The organization code') and number of your priority application, to be used for filing abroad under the Paris Convention, is") to be easily recognized as priority number by other IPOs and applicants.

12 In order to improve the quality of patent family data and to avoid confusion in the presentation of priority application numbers, the following recommendations are made when presenting the application number of a patent document in a notification of first filing and in a certificate of priority.

(a) Industrial property offices (IPOs) should always provide priority application number complying with:

(i) the presentation of the WIPO Standard ST. 13 application number for the IPOs that have already introduced the ST.13; or

(ii) "Recommended Presentation in Abbreviated Form as a Priority Application Number" given in the document "[Presentation of Application Numbers](#)" (Part 7.2.1 of WIPO Handbook) for the IPOs that have not introduced the ST.13 yet.

(b) The WIPO Standard ST13 application number or "Recommended Presentation in Abbreviated Form as a Priority Application Number" should be presented with the Standard [ST.3](#) code (preferably in a specified line or column along with the title "The country code (in case of the international organization, 'The organization code') and number of your priority application, to be used for filing abroad under the Paris Convention, is") to be easily recognized as priority number by other IPOs and applicants.

Example of presentation of "Recommended Presentation in Abbreviated Form as a Priority Application Number":

(i) in case of the country:
The country code and number of your priority application, to be used for filing abroad under the Paris Convention, is JP2000-001234

(ii) in case of the international organization:
The organization code and number of your priority application, to be used for filing abroad under the Paris Convention, is EP79100953

(i) In the case of country XX having already introduced ST.13:
The country code and number of your priority application, to be used for filing abroad under the Paris Convention, should be XX 10 2014 345678 (for more example, see last paragraph of the WIPO Standard ST.13)

(ii) In the case of country XX having not yet introduced ST.13:
The country code and number of your priority application, to be used for filing abroad under the Paris Convention, should be XX2000-001234

(iii) In the case of the international organization XX having not yet introduced ST.13:
The organization code and number of your priority application, to be used for filing abroad under the Paris Convention, should be XX79100953

(b)13 Industrial property offices should encourage and facilitate the compliance by applicants of paragraph 12(a) and 12(b) of the Standard ST.10/C when providing the priority application number in subsequent filings.

NEW SECTION (Need further discussion)

[Annex follows] [End of this Standard]

ANNEX

PREVIOUS VERSION OF STANDARD ST.10/G

PRESENTATION OF BIBLIOGRAPHIC DATA COMPONENTS

*Revision adopted by the PCIP/ Executive Coordination Committee
at its twenty-first session on November 21, 1997*

PRESENTATION OF DATES

1. For the representation of calendar dates according to the Gregorian calendar, which are printed or displayed in industrial property documents, in entries in official gazettes or in electronic records, WIPO Standard [ST.2](#) is applicable.

PRESENTATION OF CLASSIFICATION UNITS

2. Classification units should be presented with all elements of a given unit contained in the same line, preferably in such a manner as to facilitate machine transcription.

3. The recommended abbreviation of the International Patent Classification is "Int.Cl.". The relevant edition should be indicated as a superscript, e.g., Int.Cl.⁶ in the case of the sixth edition.

4. The recommended abbreviation of the International Classification for Industrial Designs is "LOC". According to the recommendation of the Committee of Experts of the Locarno Union, the edition of the Classification should be indicated by an Arabic numeral in parentheses, e.g., LOC (6) Cl. 8-05. The subclass number must always contain two digits; for the subclasses, therefore, the numbers 1 to 9 should be preceded by a 0; the class number should be separated from the subclass number by a dash. If the numbers of several classes or subclasses must be indicated for one and the same subject matter, the classes should be separated by semicolons and subclasses by commas (for example, LOC (6) Cl. 8-05, 08; 11-01).

PRESENTATION OF APPLICATION NUMBERS

5. Experience has shown the need for application numbers to be presented in a clear, unambiguous manner, particularly since application numbers as presented on patent documents are frequently the sole method of identifying all members of a patent family. The considerations given below apply equally to all presentations of application numbers of patent documents whether to the application number accorded to the application filed in the issuing industrial property office or that filed in the priority country or with an organization.

6. The presentation of the application number should preferably be:

(a) exactly in the manner used by the country or organization concerned in full, or

(b) abbreviated to the minimum significant part, enabling the application to be uniquely identified.

7. When the application number is abbreviated to the minimum significant part (deletion of letters and numerals given by the country or organization concerned for internal or special purposes such as check digits, classification marks, etc.), a need exists for a more uniform presentation thereof, in particular when information presented on the first page of patent documents is composed for printing (e.g., typeset, photocomposed, retyped, etc.). An application number, as represented by the country or organization concerned, may therefore be represented in a more uniform manner using the following rules:

(a) if the number contains a full stop, a comma, or perhaps a space, one or more of these characters or spaces may be omitted. One or more of these characters or spaces may be inserted for the sake of legibility;

(b) if the number contains a slash or a hyphen, these characters must be retained. A hyphen may be replaced by a slash;

(c) the sequence of characters should be left in its original order, e.g., the digits indicating the year of filing of the application must be printed in their original positions;

SCIT/SDWG/10/2
Annexe
Appendice, page 8

(d) no character or set of characters forming the minimum significant part of the application number, other than those characters mentioned in subparagraphs (a) and (b), above, should be altered, e.g.:

(i) the year of the Emperor's reign appearing in Japanese application numbers should not be altered according to the Gregorian calendar;

(ii) no infilling zeros should be removed or added, e.g., 74/0069 should not be printed as 74/69 or 74/00069;

(e) in the case of a utility model application number, a letter or set of characters may be used by the country or organization concerned for uniquely defining the application. The letter or set of characters should be removed and the letter "U" inserted after the application number, separated by two blank spaces. The words "utility model" may be added in the plain language of the publishing country or organization;

(f) year designations according to the Gregorian calendar should be represented by four digits;

(g) in the case of PCT application numbers, the alphanumeric string consisting of the letters "PCT," the two-letter code identifying the receiving office, and the year, is a significant part of the application number and must not be omitted.

For guidance, two tables setting out the form of presentation of application numbers currently used by several countries or organizations, the minimum significant part of the numbers and the recommended presentation in abbreviated form as priority application numbers, are given in the document "[Presentation of Application Numbers](#)" Part 7.2).

IDENTIFICATION OF COUNTRIES, ORGANIZATIONS AND OTHER ENTITIES ISSUING OR REGISTERING PATENT DOCUMENTS

8. Two-letter codes according to WIPO [ST.3](#) should be used when indicating:

(a) the country, organization or other entity in which a convention priority application was filed;

(b) the country, organization or other entity that published prior art patent documents; and

(c) the country, organization or other entity publishing the patent document. The name of the country, organization or other entity publishing the patent document may be given in plain language, in addition to the [ST.3](#) code, if so desired.

USE AND PRESENTATION OF CHECK DIGITS

9. Check digits are used by several industrial property offices in relation to application numbers or publication numbers for the purposes of internal control. Different systems are in use by different industrial property offices. Most systems give rise to a single control character, either a numeral from "0" to "9" or a letter from "A" to "Z". It is clear that the control character has to be associated with the application number or with the publication number so as to facilitate its control function. However, the control character is not regarded as a significant part of the application number nor as a significant part of the publication number.

10. In order to avoid confusion, it is recommended that the following rules be applied if industrial property offices wish to print a control character associated with an application number or with a publication number on patent documents or in official gazettes:

(a) the control character should consist of a single numeral; letters should not be used so as to avoid confusion with WIPO Standard [ST.16](#);

(b) the control character should be printed immediately after the application number or publication number to which it refers but separated therefrom by a full stop or by a hyphen and preferably in a type font different from that used in the number to which it refers;

SCIT/SDWG/10/2
Annexe
Appendice, page 9

~~(c) industrial property offices publishing control characters associated with application numbers or with publication numbers should publish in their official gazette information explaining their use, repeated at intervals of less than one year.~~

~~FURTHER OBSERVATIONS~~

~~11. It is desirable that this Standard be implemented by industrial property offices at the latest as of January 1, 2000.~~

~~[End of Annex and of Standard]~~

[Fin de l'appendice et du document]